Ajustement de la carte des formations sanitaires et sociales

1- Nouvelle répartition du quota de masseur kinésithérapeute

Le nombre maximum d'étudiants à admettre en formation masseur kinésithérapeute est fixé chaque année par arrêté ministériel. Il appartient à la Région de répartir l'offre de formation sur le territoire. Actuellement, le quota fixé est de 201 étudiants pour la Normandie.

Il a été constaté que le quota n'était pas totalement utilisé par les instituts, ce qui conduit à un déficit de professionnels alors que les besoins sont importants. En effet, l'IFRES a fait le choix de ne pas ouvrir toutes les places de formations pour lesquelles il détenait une autorisation régionale. En 2018 et 2019, seulement 82 étudiants ont été admis (pour un quota de 96 places).

Par ailleurs, la Région a procédé au renouvellement des agréments de formation et le dossier pédagogique présenté par l'IFRES ne permet pas d'exiger qu'il remplisse le quota.

En parallèle, l'hôpital La Musse a sollicité une augmentation de son quota et montre une capacité, tant sur le volet pédagogique que sur les capacités matérielles, à former un volume supérieur d'étudiants.

Par ailleurs, le CHU de Rouen, contraint par ses locaux, n'a jamais manifesté la volonté d'accueillir plus d'étudiants.

Ainsi il est proposé une nouvelle répartition du quota :

Instituts de formation	Quota actuel	Quota septembre 2020
IFMK CHU ROUEN	55	55
IFMK Hôpital La Musse St Sébastien de Morsent	50	60
IFRES Alençon	96	86
TOTAL	201	201

2- Evolution de la carte des formations sociales

LADOM (l'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité) a sollicité l'IFCASS pour former des ultra marins au diplôme d'Etat de Moniteur éducateur. Actuellement, l'IFCASS ne dispose pas d'agrément pour dispenser cette formation. Il est donc proposé une évolution de la carte des formations pour répondre à ce besoin spécifique. Le financement de ces parcours complémentaires sera assuré par LADOM.

Enfin, pour information un travail d'analyse des besoins va être prochainement réalisé sur le diplôme d'Etat de Conseiller en Economie Sociale et Familiale, afin de revoir la carte pour la rentrée 2021.